

Brochure n° 3117

Convention collective nationale

IDCC : 843. – **BOULANGERIE-PÂTISSERIE**
(Entreprises artisanales)

AVENANT N° 110 DU 19 JANVIER 2015
RELATIF AU SALAIRE HORAIRE MINIMUM AU 1^{ER} JANVIER 2015

NOR : ASET1550273M

IDCC : 843

Entre :

La CNBPF,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La FNAA CFE-CGC ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions suivantes constituent l'avenant n° 110 à la convention collective nationale du 19 mars 1976, ci-après désignée « convention collective ».

Article 1^{er}

Le salaire horaire minimum professionnel, défini par l'article 10 de la convention collective nationale, est fixé ainsi qu'il suit à partir du 1^{er} janvier 2015 :

1. Pour les coefficients 155 à 180 :

– la valeur monétaire du point est fixée à 0,0188 € ;

– la valeur monétaire de la constante est fixée à 6,796 €.

2. Pour les coefficients 185 à 240 :

– la valeur monétaire du point est fixée à 0,018727 € ;

– la valeur monétaire de la constante est fixée à 6,92552 €.

(Il est rappelé que : salaire horaire = valeur monétaire du point × coefficient hiérarchique + constante monétaire.)

Article 2

Il résulte des dispositions de l'article 1^{er} du présent avenant que le salaire horaire minimum professionnel est, à partir du 1^{er} janvier 2015 :

a) Personnel de fabrication

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
155	9,71
160	9,80
170	9,99
175	10,09
185	10,39
190	10,48
195	10,58
240	11,42

b) Personnel de vente

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
155	9,71
160	9,80
165	9,90
170	9,99
175	10,09
180	10,18
185	10,39
190	10,48

c) Personnel de service

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
155	9,71
160	9,80
170	9,99

Article 3

Les dispositions de l'article 3 « Rémunération » de l'avenant n° 97 relatives au statut du personnel d'encadrement sont partiellement modifiées.

Ainsi, les salariés cadres 1 bénéficient, à compter du 1^{er} janvier 2015, d'une rémunération annuelle brute de 32 002 € pour un forfait annuel de 218 jours de travail.

Et les salariés cadres 2 bénéficient, à compter du 1^{er} janvier 2015, d'une rémunération annuelle brute de 45 916 €, étant rappelé que ces salariés ne sont pas soumis aux dispositions légales relatives à la durée du travail.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 19 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)